



Note de convergence Macroéconomique de la Guinée

*Version électronique disponible sur le site web de la BCRG
www.bcr-guinee.org/publications*

Au Titre du Troisième Trimestre de 2020

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



SOMMAIRE

Introduction	3
I-Evolution de la Situation macroéconomique	3
II-Etat des critères de convergence macroéconomique.....	7
III-Perspectives et recommandations	9

Introduction

Pour suivre la mise en œuvre de la feuille de route relative à la création de la monnaie unique de la CEDEAO, la Banque Centrale de la République de Guinée élabore trimestriellement une note de convergence macroéconomique dans le cadre du Programme de Coopération Monétaire de la Communauté Economique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (PCMC) et du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA).

Cette note décrit l’état de mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC) et de celui de l’Afrique (PCMA) par la République de Guinée.

Elle présente le contexte national, ainsi que l’état de la situation des critères de convergence macroéconomique. Après l’état de convergence, elle dessine les perspectives économiques et fait des recommandations. Cette note est structurée en trois parties :

- évolution de la situation macroéconomique ;
- état des critères de convergence macroéconomique
- perspectives et recommandations

I-Evolution de la Situation macroéconomique

1.1. Secteur réel

Malgré l’apparition de la pandémie de la Covid-19, l’économie guinéenne a été résiliente à cause notamment des mesures de riposte prises par le Gouvernement. Selon le dernier cadrage d’octobre 2020, la croissance du PIB réel est estimée à 5,2 % en 2020 contre une prévision initiale de 3,1 %. Ce niveau de la croissance s’expliquerait, en partie, par les effets induits de la bonne mise en œuvre de la Stratégie Nationale de lutte contre la COVID-19 et par la reprise des activités dans tous les secteurs.

Le secteur primaire devrait connaître une croissance de 5,5 % en 2020 contre 3,1 % initialement prévu. Cette évolution s’expliquerait par l’accroissement de la capacité de production de tous les sous-secteurs primaires soutenus par la Stratégie Nationale de Lutte contre la COVID-19 et le Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (PASANDAD).

Le taux de croissance du secteur secondaire se situerait à 12 % en 2020 contre une prévision initiale de 2,1%. Cette performance s’expliquerait par le dynamisme du secteur minier, l’accélération des activités de construction et l’amélioration de la production énergétique.

Le secteur tertiaire afficherait une contraction de 0,3 % en 2020 contre une baisse de 0,2% initialement prévue. Cette situation résulterait de la baisse des activités du commerce, du transport et de l'hôtellerie, liée aux mesures sanitaires de riposte contre la Covid-19, et ce, malgré la performance des postes et télécommunications.

L'inflation en glissement annuel s'établit à 10,6 % à fin septembre 2020 contre 9,4 % un an plus tôt. Ce niveau est expliqué principalement par l'augmentation du prix des composantes « produits alimentaires » et « transport », respectivement de 12,3 % et 28,47 %. De même, le taux d'inflation en moyenne annuelle s'établit à 10,2 % à fin septembre 2020 contre 9,7 % à la même période de l'année précédente. L'inflation sous-jacente représentée par l'indice hors énergie et produits frais s'établit à 9,2 % à fin septembre contre 5,1 % à fin septembre 2019.

1.2. Secteur monétaire

A fin septembre 2020, la situation monétaire se caractérise par une progression de la masse monétaire de 20 % en glissement annuel. Cet accroissement est dû à une hausse simultanée des avoirs extérieurs nets et avoirs intérieurs nets.

La base monétaire continue de suivre sa tendance haussière amorcée depuis le début de l'année 2020, pour atteindre GNF 18 241,63 milliards à fin septembre 2020, contre GNF 13 175,3 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 38 %.

Les avoirs extérieurs nets augmentent de 32 % par rapport à fin septembre 2019 pour se situer à GNF 11 362,38 milliards à fin septembre 2020, en raison de la forte amélioration de la position extérieure nette des banques primaires.

La position extérieure nette des banques commerciales a augmenté de 52 % pour atteindre GNF 2 940,86 milliards à fin septembre 2020, en raison entre autres, du rapatriement des recettes d'exportation du secteur minier, du recours au Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MED) et de la baisse des engagements extérieurs liée au remboursement des emprunts auprès des correspondants étrangers. De même, les avoirs extérieurs nets de la BCRG ont connu une augmentation de 27 % pour se situer à USD 8 421,52 millions à fin septembre 2020, en raison notamment du renforcement des réserves en or, de l'encaissement de l'appui budgétaire de la Banque Mondiale de USD 82,45 millions et du décaissement relatif à la Facilité Rapide de Crédit de USD 148 millions.

A fin septembre 2020, les avoirs intérieurs nets se chiffrent à GNF 25 040,09 milliards contre GNF 19 189,91 milliards à fin septembre 2019, soit une amélioration de 30 %. Cette amélioration résulte de la dégradation de la Position Nette du Trésor auprès du système bancaire et de la hausse des crédits au secteur privé. La dégradation de la PNT est due à l'accroissement de l'endettement du trésor à la Banque Centrale. Par ailleurs, la hausse de l'endettement du Trésor auprès des banques commerciales résulte essentiellement des souscriptions nettes aux Bons du Trésor et aux emprunts obligataires.

La conduite de la politique monétaire à fin septembre 2020 reste marquée par un assouplissement des conditions monétaires. Le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires restent inchangés par rapport à leur niveau de fin juin 2020, qui sont respectivement à 11,5 % et 15 %.

Le maintien du taux directeur et du taux des réserves obligatoires a contribué à la baisse des taux débiteurs des banques et créditeurs moyens sur les comptes à terme. Le taux débiteur se situe à 22,5 % à fin septembre 2020 contre 26,25 % un an plutôt, soit une baisse de 4 %. De même, le taux créditeur moyen sur les comptes à terme a atteint 3,3 % à fin septembre 2020 contre 5,65 % à la même période de l'année précédente.

Sur le marché des titres publics, le taux des bons du trésor (BdT) à 364 jours a connu une baisse de 1,06 en glissement annuel pour s'établir à 11,72 % à fin septembre 2020. Cette baisse s'explique par la souscription massive des banques aux bons du trésor.

En matière de politique de change, la Banque Centrale continue ses réformes dans le but de renforcer les réserves de change et de stabiliser la valeur du franc guinéen. Toutefois, en raison des tensions sur le marché des changes, le cours du franc guinéen a connu par rapport aux principales devises étrangères, une dépréciation consécutive à la crise sanitaire et ce, malgré les interventions ponctuelles de la Banque Centrale sur le marché des changes. Sur le marché officiel, le franc guinéen s'est déprécié respectivement de 5,2 % et 11,4 % par rapport au dollar et à l'euro, en glissement annuel.

1.3 Secteur des finances publiques

La conduite de la politique budgétaire au cours du troisième trimestre 2020 s'est déroulée dans une condition contraignante, en lien notamment avec la riposte contre la pandémie de la Covid-19. Le Gouvernement a maintenu son rythme de dépenses sociales dans le but d'assister les couches les plus vulnérables.

Dans ce contexte, l'exécution budgétaire au troisième trimestre 2020 se traduit par une dégradation du déficit budgétaire par rapport à la même période de l'année précédente. Cette dégradation est le résultat de la progression plus marquée des dépenses courantes et ce, malgré la hausse des recettes totales.

Les recettes et dons mobilisés atteignent GNF 4 992 milliards durant le troisième trimestre 2020, contre GNF 4 162 milliards à la même période de l'année précédente, soit une progression de 20 %. Cette évolution est expliquée par l'augmentation des recettes courantes.

Les recettes courantes augmentent de 4,6 % en glissement annuel pour se situer à GNF 4 389 milliards au troisième trimestre 2020, en lien avec l'augmentation simultanée des recettes du secteur minier et du secteur non minier respectivement de 14,4 % et de 3,6 %.

Au troisième trimestre 2020, les dépenses publiques sont en hausse de 40 % par rapport à la même période de l'année précédente, pour atteindre GNF 7 616 milliards.

Cette forte progression est liée à l'augmentation des dépenses courantes dans toutes ses composantes.

Ainsi, les dépenses courantes enregistrent une augmentation de 60 % en glissement annuel pour se situer à GNF 6 408 milliards, en lien avec le renforcement des mesures de riposte sanitaire prises par le Gouvernement pour endiguer la pandémie de la Covid-19. Ces mesures se sont traduites par une augmentation des dépenses de traitements et salaires, des achats de biens et services et des dépenses sur subventions et transferts de 60 %, 50 % et de 40 %, respectivement. Cependant, les dépenses en capital baissent de 20 % en glissement annuel pour atteindre en GNF 1 208 milliards, en lien avec la baisse des dépenses financées sur ressources internes.

Le solde budgétaire base engagement (dons exclus) s'est traduit par un déficit de GNF 3227 milliards au troisième trimestre 2020 contre un déficit de GNF 1398 milliards à la même période de l'année précédente. De même, le solde budgétaire base engagement (dons inclus) dégage un déficit de GNF 2624 milliards au troisième trimestre 2020 contre un déficit GNF 1430 milliards à la même période de l'année précédente. Le solde budgétaire primaire sort déficitaire de GNF 2408 milliards au troisième trimestre 2020 contre un déficit de GNF 923 milliards à la même période de l'année précédente.

Le niveau de déficit enregistré à cet effet a engendré une augmentation du taux d'endettement public de 4,6 % en glissement annuel pour se situer à GNF 44 817 milliards (38,8 % du PIB). Cette évolution est portée par une hausse de la dette extérieure qui augmente de 6,1 % en glissement annuel pour atteindre USD 3,021 milliards.

En revanche, la dette intérieure passe de GNF 15 932,19 milliards à fin septembre 2019 à GNF 15 729,81 milliards à fin septembre 2020, soit une baisse de 1,3 %.

1.3. Secteur extérieur

Bien que la pandémie continue d'impacter l'évolution de l'environnement international, le compte extérieur se solde par une capacité de financement de USD 1984,28 millions au troisième trimestre 2020, contre un besoin de financement de USD 319,05 millions à la même période de l'année précédente. Cette capacité de financement provient de l'amélioration simultanée de l'excédent de la balance courante et du compte capital.

Après avoir enregistré un déficit de USD 327,06 millions un an plus tôt, le compte courant se solde par un excédent de USD 1920,12 millions au troisième trimestre 2020. Cette amélioration provient d'un important excédent de la balance commerciale et ce malgré, la baisse de l'excédent du compte des revenus secondaires. Cependant, les balances des services et des revenus primaires enregistrent des déficits de USD 138,70 millions et de USD 22,10 millions, respectivement.

La balance commerciale enregistre un excédent de USD 2 076,34 millions au troisième trimestre 2020 contre un déficit de USD 48,69 millions à la même période de l'année précédente. Cette amélioration s'explique par une forte augmentation des exportations des produits miniers (or et bauxite) et ce, malgré la faible hausse des importations de

produits alimentaires et du matériel électrique. Cet excédent combiné avec les assistances financières ont permis de renforcer les réserves brutes, qui passent de USD 1 101,27 millions à fin septembre 2019 à USD 1 172,37 millions à fin septembre 2020, soit environ 3,2 mois de couverture des importations de biens et services.

Le niveau de l'excédent de la balance commerciale, combiné avec les assistances financières reçues par le Gouvernement dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la Covid-19, ont permis de consolider le niveau des réserves brutes de changes, qui augmente de 2 % par rapport à fin décembre 2019, pour atteindre USD 1,17 milliard à fin septembre 2020, soit environ 3,2 mois de couverture des importations de biens.

La capacité de financement enregistrée au troisième trimestre 2020 s'est traduite, au niveau du compte financier, par une augmentation nette d'actifs de USD 1986,68 millions contre une augmentation nette de passifs de USD 318,88 millions à la même période de l'année précédente. De même, le solde global est marqué par un excédent de US 106,89 millions au troisième trimestre 2020, traduisant ainsi une amélioration de la position extérieure nette du pays.

II-Etat des critères de convergence macroéconomique

Les critères de convergence macroéconomique sont classés selon les deux types de programmes : le Programme de Coopération Monétaire de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (PCMC) et le Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA).

2.1 Critères de convergence du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO(PCMC)

La performance de la Guinée au titre du respect des critères de premier rang au troisième trimestre 2020 s'est détériorée par rapport au résultat atteint à fin juin 2020. Elle a respecté un seul critère de premier rang contre 3 au trimestre précédent. Le niveau des réserves en mois d'importation de biens et services, reste le seul respecté, et passe de 7,04 mois d'importation à fin juin 2020 à 3,2 à fin septembre 2020.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle s'est situé à 10,2 % à fin septembre 2020 contre une norme de 5%. L'augmentation du taux d'inflation est liée à la hausse des prix des produits alimentaires en lien à la dégradation des infrastructures routières. Le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale s'établit à 22,8 % à fin septembre 2020 contre une norme de 10% au plus. Le non respect de ce critère est lié à la hausse des dépenses sociales engagées par le Gouvernement pour endiguer la pandémie de la Covid- 19.

Le déficit budgétaire (dons inclus) rapporté au PIB a atteint 9,09 % au troisième trimestre 2020 contre une norme de 3% du PIB. Le dérapage sur ce critère est expliqué par l'augmentation des dépenses courantes dans toutes ses composantes en lien avec le renforcement des mesures de riposte sanitaire engagées par le Gouvernement pour endiguer la pandémie de la Covid-19.

Depuis 2019, la Guinée continue de respecter les critères de second rang. Le critère relatif à la stabilité du taux de change nominal et de l'encours de la dette totale en % du PIB sont restés stable par rapport à fin juin 2020. Cependant, le taux de change suit sa tendance de dépréciation amorcée depuis le 1^{er} trimestre 2020 pour atteindre une dépréciation de 5,2 % au troisième trimestre 2020 contre une norme de dépréciation de ± 10 %. Les interventions ponctuelles de la Banque Centrale sur le marché des changes a permis de diminuer l'ampleur de la dépréciation, évolution confirmant ainsi la flexibilité du taux de change en Guinée.

Tableau 1 : Évolution des critères de convergence de la CEDEAO

	Norme	T1_2020	T2_2020	T3_2020
I-Nombre de critères de premier rang respectés		3	3	1
1-Déficit Budgétaire (dons inclus) /PIB	$\leq 3\%$	1,40%*	2,7%*	9,09%*
2-Taux d'inflation (moyenne annuelle)	$< 5\%$	6,7 %	9,1 %	11,2 %
3-Financement du déficit par la BC	$\leq 10\%$ RF n-1	6,7 %	9,1 %	22,8 %
4-Réserves brutes de change en mois d'importation	≥ 3	3,1	7,04	3,2
II-Nombre de critères de second rang respectés		2	2	2
1-Stabilité du taux de change nominal (le signe - =dépréciation)	$\pm 10\%$	2,8 %	4,80%	5,2 %
2-Encours de la dette totale en % du PIB	$\leq 70\%$	33,71%	36,08%	38,80%
Nombre de critères respectés (I+II)		5	5	3

Source : Ministère de l'Economie et des Finances et Banque Centrale de la République de Guinée

(*) Les indicateurs budgétaires sont calculés en utilisant le PIB nominal trimestrialisé.

2.2. Critères de convergence du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA)

Dans le cadre du PCMA, la performance de la Guinée au titre du respect des critères de premier rang au troisième trimestre 2020 s'est détériorée par rapport au deuxième trimestre 2020. Cette détérioration s'explique par la baisse de la couverture en mois d'importation par les réserves internationales brutes qui passe de 7,04 mois à fin juin 2020 à 3,2 mois à fin septembre 2020, et la dégradation du déficit budgétaire rapporté au PIB.

La situation des critères de second rang est restée relativement stable par rapport au deuxième trimestre 2020.

Toutefois, le ratio de l'investissement du gouvernement sur les recettes fiscales s'est amélioré pour se situer à 30,7 % au troisième trimestre 2020 contre 19,9 % au deuxième trimestre 2020, en lien avec la hausse des dépenses en capital du gouvernement. La hausse de ce ratio provient de l'augmentation des dépenses financées sur ressources intérieures, et ce, malgré la baisse des dépenses financées sur ressources extérieures.

Tableau 2 : Évolution des critères de convergence du PCMA

	Norme	T1_2020	T2_2020	T3_2020
Nombre de Critère de premier rang respectés		1	2	0
1-Déficit budgétaire (hors dons) /PIB	< à 3 %	1,5 %	2,7 %	11,2 %
2-Taux d'inflation	< à 7 %	9,4 %	9,9	10,2
3-Crédit de la Banque Centrale à l'Etat	<à 5%	6,7 %	9,1 %	22,8 %
4-Réserves extérieurs en mois d'importation	≥ à 6 mois	3,1	7,04	3,2
Nombre de critères de second rang respectés		4	3	3
1-Dette publique/PIB	< à 65 %	33,71 %	36,08 %	38,80 %
2-Recettes fiscales/ PIB	≥ à 20 %	14,24 %*	15,34 %*	13,63 %*
3-Masse salariale/Recettes fiscales	≤ à 35%	31,61 % *	33,83 % *	46,15 %
4-variabilité du taux de change nominal	± 10 %	2,8 %	4,8 %	5,2 %
5-Investissement du Gouvernement/ recettes fiscales	≥ à 20 %	24,23 %	19,88 %	30,7 %

Source : Ministère de l'Economie et des Finances et Banque Centrale de la République de Guinée
 (*) Les indicateurs budgétaires sont calculés en utilisant le PIB nominal trimestrialisé.

III-Perspectives et recommandations

Les perspectives de l'économie guinéenne en 2021 sont bonnes, en termes de croissance économique. Le taux de croissance du PIB réel devrait s'améliorer pour se situer à 5,5 %. Cette croissance serait soutenue par le dynamisme du secteur agricole, les investissements dans le secteur des mines et la reprise des activités dans le sous-secteur « hôtels et restaurants ».

Cependant, de nombreux défis majeurs restent à relever afin d'améliorer la performance du pays, à savoir :

- le déficit budgétaire persistant ;
- le taux d'inflation élevé ;
- l'accroissement de l'encours de la dette publique, notamment dans sa composante extérieure même si les normes communautaires sont respectées ;
- la diversification de l'économie.

La Guinée devrait continuer à fournir des efforts afin de maîtriser son déficit budgétaire, ramener l'inflation à un chiffre et reconforter le niveau des réserves brutes en mois d'importation de biens et services, en vue de respecter les normes communautaires en matière de convergence macroéconomique. A cet égard, les recommandations suivantes peuvent être formulées :

- poursuivre la mise en œuvre du PNDES ;

- continuer d'améliorer les infrastructures routières afin de réduire les problèmes structurels ; sur l'inflation et d'assurer le développement des activités commerciales et de transport ;
- stimuler la production agricole en encourageant l'accès au marché, aux intrants agricoles et aux facilités de crédit ;
- mener une politique monétaire prudente pour freiner la tendance haussière de l'inflation et stabiliser le taux de change ;
- maintenir la rigueur budgétaire afin de réduire le déficit budgétaire et consolider la viabilité de la dette publique ;
- renforcer les mesures fiscales pour une mobilisation suffisante des ressources nationales.